

devrait plutôt essayer ensemble de créer, partout au Canada une atmosphère de confiance et de sécurité. Il faudrait que l'on cesse de penser qu'il existe un Canada riche à l'Ouest et pauvre à l'Est. Il est déplorable, lorsqu'on vit sur le même continent et dans le même pays, de constater des choses qui nous sont reprochées, parfois, d'une façon très amère.

Je recevais, cet après-midi, une lettre d'un citoyen de la paroisse de Saint-Michel, dans la circonscription de Bellechasse,—la plus belle de la province de Québec—où les gens jouissent du revenu le moins élevé per capita de tout le Canada. A mon avis, ce n'est pas normal, étant donné les possibilités qui existent actuellement.

Un certain M. Roy m'écrivait ce qui suit, et je cite:

Ayant pris connaissance du fameux projet Trudeau-Benson par la radio et les journaux, je placerais ce projet comme venant de deux vrais imbéciles.

Évidemment, je ne les qualifierais pas d'imbéciles.

Je continue la citation:

Nous, les salariés petits et moyens, nous prend-on pour des idiots?

En gelant les salaires avec une augmentation de 6 p. 100, qui pensez-vous que ça va affecter? Sûrement pas ceux qui ont un salaire de \$20,000 à \$40,000 par an, mais plutôt le salarié moyen et petit.

Pour quelles raisons faut-il que ce soit ces petits salariés qui doivent souffrir et supporter la cause de l'inflation?

Il conclut en disant:

Par leur projet, Trudeau et Benson protègent les gros salariés et les financiers.

Voilà ses observations. Quant à moi, je suis son porte-parole.

Ce citoyen sera heureux, demain, d'apprendre que son message s'est rendu jusqu'au Parlement. C'est sa pensée qu'il voulait traduire, peu importe les mots qu'il a employés. Il veut simplement dire qu'il n'a pas assez d'argent pour vivre et qu'il est écoeuré de constater qu'au nom de la lutte contre l'inflation, on veuille limiter à 6 p. 100 les possibilités d'obtenir une augmentation de salaire à ceux qui ne gagnent déjà pas suffisamment d'argent et qu'on permette à d'autres organisations plus puissantes—telle la Banque de Montréal, comme on pouvait le lire dans les journaux de fin de semaine—de réaliser une augmentation de revenu de 27 p. 100, ce qui dépasse un peu 6 p. 100.

Ceux qui lisent les journaux et constatent ces choses sont scandalisés de voir le Parlement, qui est censé défendre les intérêts de la population, ne rien faire. Ils s'attendent que nous assumions nos responsabilités.

M. Roy a ajouté ce qui suit:

Il y a trop longtemps que nous faisons rire de nous.

Je sais que personne veut rire des petits. Je suis honnêtement convaincu de cela. Je sais que le Parlement, le ministre des Finances (M. Benson) ou n'importe quel ancien ministre des Finances, n'a pas voulu rire de personne. Il est toutefois déplorable que ce soient non pas des gens qui commandent, mais des gens qui exécutent et qui détiennent ce poste. En effet, certaines décisions doivent être prises et des gens, comme celui qui m'écrit, sont placés pour observer et ne se trouvent pas toujours en mesure de juger d'une façon assez claire les décisions qui sont prises. Ils nous écrivent donc des lettres comme celle que je viens de citer, ce qui dénote l'état d'esprit qui existe actuellement.

C'est pour cette raison, je pense, que nous devons accepter cette motion, qui n'est pas de nature à amener la révolution, mais à permettre au gouvernement, au point de vue financier, de débloquer ce qui est bloqué et aux chômeurs, comme le disait mon préopinant tout à l'heure, de se trouver du travail et de devenir quelqu'un dans la société, ainsi qu'aux étudiants, qui sont plus de 600,000, et dont certains viennent à nos bureaux, de s'enquérir au sujet de la possibilité de travailler pendant la période des vacances. On désire leur donner du travail, mais on est tous impuissants à leur en procurer. Ils s'en retournent chez eux insatisfaits, parce qu'ils pensent qu'au mois de septembre, ils devront retourner à l'université et faire de nouvelles dépenses, alors qu'ils n'auront pas eu, au cours des vacances la possibilité de gagner quelques dollars pour défrayer ces dépenses. Même si l'on parle de la gratuité de l'enseignement, il n'en demeure pas moins qu'il existe toujours des dépenses personnelles nécessaires, que l'on doit faire.

M. Roy termine sa lettre ainsi:

Nous sommes peut-être des idiots, des petits salariés, mais nous avons quand même bonne mémoire.

Qu'est-ce que cela signifie? Cela dénote le sentiment suivant: Si l'on ne fait pas quelque chose pour réaliser l'objectif que l'on a en vue, il faudra prendre d'autres moyens. Il faudra élire d'autres députés, un autre gouvernement.

On a changé les gouvernements depuis 100 ans, mais on n'a pas changé le système financier, qui est à la base de notre système d'administration. C'est pour cette raison que nous nous retrouvons toujours dans ce cercle vicieux: au cours des présumées périodes de paix, la prospérité devrait régner.

Si j'ai quatre ou cinq garçons dans ma maison et que, tous les matins, il faut se chicaner pendant deux heures pour savoir ce qu'on va entreprendre et qu'il faut trois autres heures pour décider, il est midi avant qu'on ait décidé d'aller au travail. La journée